

Zeitschrift: Le messenger suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber: Le messenger suisse
Band: 22 (1976)
Heft: 2

Rubrik: L'actualité politique helvétique

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'actualité politique helvétique

par René Bovey

En Suisse, comme dans tous les pays, les premières semaines de l'année nouvelle constituent une sorte de « trou politique ». On a établi des bilans, rendu des comptes et formé des projets. Mais rien n'est encore réellement engagé.

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire, la période de fin d'année a été assez favorable pour le tourisme. Les stations de montagne affichaient complet et, dans les villes et bourgades, les restaurants regorgeaient de clients. Pourtant, les festivités coûtaient cher et il n'était pas rare de trouver des offres de menus dépassant les 100 francs suisses. Si l'on y ajoute le prix de quelques bonnes bouteilles et d'une liqueur la dépense pouvait facilement doubler. Et cependant, tout fut consommé.

Or, la très grande partie de la clientèle des hôtels et restaurants étaient composée de Suisses. Il y eut des étrangers, bien sûr, et notamment des Allemands et des Hollandais, ainsi que quelques Français. Mais notre franc est trop cher, puisqu'il a dépassé la valeur du mark allemand. Cela se répercute aussi sur nos ventes à l'étranger, le tourisme d'accueil en Suisse n'étaient en définitive qu'une forme invisible d'exportation et une source de devises étrangères.

tation et une source de devises étrangères.

Cette euphorie de fin d'année n'avait-elle pas quelque chose de factice et ne traduisait-elle pas une façon de s'étourdir et d'oublier la malice des temps ?

On pourrait le penser. Le chômage ne s'est pas résorbé, bien qu'il ne soit pas encore catastrophique. Mais les affaires deviennent de plus en plus difficiles, et il est des industries qui pâtissent plus que d'autres, notamment le textile, la chaussure, l'horlogerie. L'industrie des machines, en revanche tient bien assez le coup, souvent grâce à l'excellence de ses produits, et, si je puis dire, à leur « unicité ». Il y a là une démonstration de l'impérieuse nécessité, pour la Suisse, de ne fournir qu'un travail de première qualité. Comme le dit un de nos économistes, M. C.-F. Duccommun, « la Suisse est condamnée à l'excellence ».

Elections fédérales

Il n'est sans doute pas trop tard pour revenir sur le renouvellement du Conseil national et d'une partie du Conseil des Etats. Après des luttes parfois vives, le calme est revenu dans les esprits.

Il n'y a pas eu de bouleversement profond, ni de vague de fond. Au Conseil national, les socialistes ont gagné neuf sièges et les démocrates-chrétiens deux. Les Républicains (xénophobes) ont perdu trois sièges, les radicaux, l'Union démocratique du centre (ancien PAB), les indépendants (Migros) et l'Action nationale (Schwarzenbach), chacun deux sièges et les communistes un siège. Les gagnants sont donc les socialistes, qui rétablissent une situation qu'ils avaient déjà connue il y a quelques années.

Ce succès a failli leur monter à la tête, avec l'encouragement de quelques démocrates-chrétiens. On imaginait déjà l'éviction des radicaux et de l'UDC du Conseil fédéral et la formation d'une nouvelle combinaison avec trois socialistes, trois démocrates-chrétiens et un indépendant. Autant vouloir aligner des noix sur un bâton. Une telle « combinazione », représentant une véritable « ouverture à gauche » à l'italienne, relevait d'une vue de l'esprit.

Ce pays connaît un régime de consultation permanente entre les partis représentatifs de l'opinion publique et il était illusoire de penser qu'on pourrait se passer des radicaux en les jetant dans l'opposition.

Tout est rentré dans l'ordre au moment de la réélection du Conseil fédéral, le 10 décembre dernier. Le paysan Gnägi est resté en place et est devenu président de la Confédération pour 1976. L'équipe comprend deux radicaux, deux socialistes, deux démocrates-chrétiens et un UDC, ceux-là même qui étaient en poste jusqu'ici. Cependant, les partis ne sont pas arrivés à s'entendre sur un programme minimum. Ils devront donc se concerter de cas en cas. La « formule magique », 2-2-2-1, n'est pas enthousiasmante puisqu'elle dilue les responsabilités, mais paraît bien être la seule possible en ces temps incertains.

L'affaire du Jura

C'est une affaire d'abord bernoise, mais elle intéresse et intéressera toute la Confédération. Le principe de la séparation et de la création d'un nouveau canton est acquis, sous réserve de l'accord du peuple suisse et des autres cantons.

Au cours d'un deuxième plébiscite, les districts de Moutier, de Courtelary et de La Neuveville, décidèrent de rester dans le canton de Berne, le Jura-Nord formant un nouveau canton dont le chef-lieu sera probablement Delémont. Le sort du Laufonnais reste en suspens, cette région germanophone et catholique gardant la faculté de demeurer avec Berne ou de se rattacher à Soleure ou à Bâle-Campagne.

On devrait pouvoir espérer qu'une page douloureuse d'histoire suisse est tournée. Cela n'est malheureusement pas si sûr, car des séparatistes n'ont pas perdu l'espoir d'amener le Jura-Sud au nouveau canton. Ils intriguent dans ce sens. Les

esprits restent fort chauds et des affrontements pourraient encore avoir lieu.

Echéances politiques

Le citoyen suisse devra se rendre aux urnes en mars prochain pour décider du problème de la participation dans les entreprises. Il faudra faire un sort à une initiative de l'Union syndicale suisse qui voudrait institutionnaliser la participation des employés et de leurs représentants à la gestion des entreprises. Ils entreraient donc dans les conseils d'administration et pourraient même y déléguer des secrétaires syndicaux.

Les Chambres ont établi un contre-projet plus modéré prévoyant l'obligation d'instituer des commissions d'entreprises qui seraient consultées, mais sans aller jusqu'à la co-gestion.

L'initiative avait été lancée alors qu'on était en pleine euphorie économique et que le chômage n'existait pas. Les chefs syndicaux y voyaient un moyen de reprendre en mains des troupes qui se détournent d'eux. Actuellement, on a d'autres chats à fouetter et le problème essentiel est le moyen de maintenir le niveau de l'emploi. Or, participation ou pas, il faut garder sa place de travail.

On a vu des coopératives d'ouvriers du bâtiment obligées de licencier du personnel, alors qu'ils géraient eux-mêmes leurs affaires. La co-gestion n'offre aucune garantie de la sécurité de l'emploi. Il est bien probable que l'initiative sera repoussée, et peut-être même le contre-projet. On en resterait où on en est maintenant. Et la crise durera...

R. B.

+GF+

Raccords
et
Robinetterie
en fonte malléable
+ GF +

Raccords
et
Robinetterie
en matière plastique
+ GF +

Machines à fileter
et à tronçonner
+ GF +

Machines à grenailler

Raccords à bague
de serrage
système SERTO,
cuivre, aciers et inox

Vannes SAUNDERS

Lavabos - Fontaines
ROMAY

Georges FISCHER sa

14, rue Froment - PARIS-11^e

Tél. : 700-37-42 à 37-44

Télex : 23922 Fischer Paris